

Peuvent être retenus des sondages parus cette semaine (y compris questions d'actualité du SIG ce week-end) :

1. Remaniement

- ✓ **Le départ d'A. Montebourg et de B. Hamon provoque peu de réactions négatives** : entre 56% (CSA) et 60% (Opinionway et Ifop) pensent que M. Valls a eu raison de s'en séparer.

Cette décision est approuvée y compris parmi les sympathisants PS (entre 67% et 75%). Les plus réticents sont les sympathisants Front de Gauche (entre 36 et 40% comprennent toutefois ce geste) et ceux du Front National (entre 36 et 48%).

- ✓ **N. Vallaud-Belkacem et C. Taubira clivent** : la promotion de NVB est aussi massivement approuvée à gauche (près de 80% au PS et 62% au Front de Gauche) qu'elle est rejetée à droite (72% à l'UMP et 83% au FN). Elle est devenue, avec C. Taubira, l'une des cibles favorites d'une partie de la droite et des sympathisants FN.

- ✓ **E. Macron, encore peu connu, bénéficie d'une bienveillance, y compris à gauche** : selon l'Ifop 28% des Français se disent satisfaits, 30% mécontents et 42% ne le connaissent pas ; selon Odoxa qui a « forcé » le choix 54% des Français se disent satisfaits contre 39% mécontents. Ces proportions sont sensiblement similaires, voire légèrement plus favorables, parmi les sympathisants PS. Si l'opinion n'est pas encore formée et si les premières postures ou actions seront déterminantes pour cristalliser les jugements, l'image de compétence prime a priori sur le profil ou le statut (cohérent avec l'attente principale d'actes et de résultats).

- ✓ **Un récit des causes et conséquences du remaniement à consolider** : cette crise a semblé, à chaud, peu comprise. Elle a surpris les Français à la fin de leurs vacances, et a sans doute résonné avec les représentations d'un monde politique auto-centré sur ses batailles.

Les explications de M. Valls au 20h et, incidemment, le discours au Medef ainsi que le début de polémique sur les 35h a sans doute permis de recentrer l'attention sur l'action (et non sur les jeux politiques) et ainsi remettre les Français dans le paysage.

Mais les jugements restent mitigés : à l'issue de cette séquence, 29% des Français jugent ainsi que le Premier ministre a « plus de marges de manœuvre qu'avant pour mener sa politique », alors que 60% pensent que cela ne change rien et que 10% jugent qu'il aura moins de marges de manœuvre. A gauche, quelle que soit la sensibilité, un tiers des électeurs estime que le PM aura davantage de marges de manœuvre, de même qu'un quart des sympathisants de droite et 23% de ceux du FN.

« L'acte d'autorité » paraît ainsi avoir été plutôt perçu comme bénéfique pour la capacité du PM à mener sa politique ; mais la grande majorité semble encore avoir du mal à juger le bien fondé du remaniement. Le récit pourrait être consolidé afin que cette séquence reste comme un moment où l'on a laissé de côté ceux qui ne voulaient pas avancer pour pouvoir agir plus vite et plus fort, plutôt que comme un nouvel épisode de crise politique.

2. Orientation économique

- ✓ **Une très nette majorité de Français - et de sympathisants de gauche - soutient la ligne pro-entreprise.**

Selon Odoxa, 66% des Français et 67% des sympathisants PS souhaitent que le nouveau gouvernement « poursuive sa politique d'aide et de soutien à la compétitivité des entreprises ». Même parmi les sympathisants Front de gauche, 38% se disent en accord avec cette orientation.

Une question posée par le SIG, plus précise, confirme ces résultats : seulement 19% des Français jugent que les orientations du gouvernement favorisent trop les entreprises, contre 38% qui pensent qu'elles « vont dans le bon sens car il faut aider les entreprises » et 40% qu'elles ne vont pas encore assez loin pour aider les entreprises. A gauche, un tiers de l'électorat seulement juge que les orientations en faveur des entreprises vont trop loin, dont 47% de la gauche radicale, 23% des sympathisants PS et 32% des sympathisants EELV. Ces résultats sont très similaires à ceux mesurés il y a trois mois : les polémiques de la semaine ne semblent pas avoir fait bouger l'opinion.

✓ **Mais une politique mieux comprise si l'on ne met pas en avant l'aide aux « dirigeants » ou aux grandes entreprises, mais aux PME.**

Un second sondage d'Odoxa, formulé autrement, donnait des résultats sensiblement différents : ainsi 37% des Français pensent que la politique actuelle est « trop favorable aux *dirigeants* d'entreprises », 26% « bien équilibrée » et 36% « pas assez favorable aux *dirigeants* d'entreprises ». La gauche quant à elle est encore plus partagée (51% « trop favorable », 43% pour les sympathisants PS).

Il paraît ainsi acquis pour l'opinion que ce sont les entreprises qui créent de l'emploi, et que celles-ci souffrent actuellement d'un problème de compétitivité. Mais à travers l'aide aux entreprises, les Français n'entendent pas aider les patrons ou les dirigeants, mais bien les salariés. Ceci explique que, dans les verbatims depuis le début du Pacte de responsabilité :

- l'opinion, surtout à gauche (mais aussi au-delà), tient à ce que cette aide soit réellement utile, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas indistincte ou sans contreparties.
- l'approbation reste fondamentalement pragmatique et ne se mue pas en une idéologie pro-entreprises : les entreprises ne doivent pas se voir octroyer « tous les droits » (commencent à pointer quelques craintes concernant les acquis sociaux).
- l'opinion se montre beaucoup plus ouverte lorsqu'il est perçu que l'aide s'adresse aux PME (vues comme le réel vecteur d'emploi et qui jouissent d'une confiance importante) que lorsque sont mis en scène les grandes entreprises ou le Medef (envers qui la confiance est faible).

✓ **Et des équilibres à surveiller, en particulier avec le pouvoir d'achat.**

Le soutien aux entreprises est vu comme nécessaire, mais les Français se montrent de plus en plus partagés quant à la priorisation de cette aide par rapport à une aide plus directe au pouvoir d'achat.

Ainsi, 54% jugent qu'il faut « en priorité aider les entreprises, afin de favoriser l'emploi et à terme relancer l'activité économique » - c'est 7 points de moins qu'en juillet dernier ; contre 45% (+7 points) jugent qu'il faut « en priorité soutenir le pouvoir d'achat des ménages, afin de favoriser la consommation et à terme relancer l'activité ». A gauche, la seconde option est même jugée prioritaire par 66%, dont 75% de la gauche radicale, 59% au PS et 63% chez EELV (contre 45% à droite).

Il s'agit d'une faiblesse à surveiller, surtout si les frondeurs parviennent à imposer le récit qu'il existe une alternative, dans les arbitrages économiques à enveloppe constante, entre l'aide aux entreprises et l'aide au pouvoir d'achat (cf. débat sur les « trois tiers » et son audience possible lors des débats budgétaires).

✓ **Lutte contre les déficits : peu de contestation.**

65% des Français et 69% des sympathisants PS souhaitent « poursuivre la politique de réduction des déficits ». Sur ce sujet, même les sympathisants Front de gauche sont partagés : 46% soutiennent cette orientation contre 52% non. L'endettement, qui charrie des images très négatives pour les gens (cf. situations personnelles de surendettement), fait office de repoussoir.

3. 35h : le temps de travail n'est plus un tabou, mais les lignes rouges de l'opinion restent à préciser.

- ✓ Selon Odoxa, 62% des Français (et 53% des sympathisants PS) se disent favorables à des « dérogations aux 35h en cas d'accord avec les organisations syndicales ».

L'Ifop pour le SIG note des proportions proches : si 40% des Français souhaitent « maintenir » les 35 heures, 36% se prononce pour leur « assouplissement » et 24% pour leur « suppression ». Le maintien est cependant majoritaire à gauche (56%, dont 47% des sympathisants PS), même si 35% souhaitent l'assouplissement. A droite, 33% souhaitent un assouplissement, et 38% une suppression. A noter que les employés (58%) et ouvriers (48%) sont nettement plus attachés au maintien en l'état.

En termes de méthode, 67% des français adhèrent au principe de « négocier la durée hebdomadaire du travail par des accords entre patrons et syndicats de salariés au sein des entreprises, plutôt que la fixer par la loi » ; 32% y sont opposés. 56% y sont favorables à gauche (dont 64% au PS), 77% à droite.

- ✓ Un assouplissement des 35 heures entraînerait :
 - la relance de la croissance économique en France pour 50% des Français (36% à gauche seulement, 60% à droite) ;
 - la création de nouveaux emplois pour 45% (37% à gauche, 51% à droite) ;
 - une hausse des salaires pour 35% (30% à gauche) - ce qui montre que la priorité reste l'emploi davantage que la perspective de « gagner plus », mais a contrario qu'il n'est pas certain que les conséquences de dérogations aux 35h (moins de paiement d'heures sup) ait été perçues...
- ✓ Les Français sont donc prêts à des gestes sur le temps de travail. Une question interne de CSA il y a quelques semaines montrait même qu'il s'agissait du principal domaine (bien devant les impôts, la protection sociale, la retraite et les salaires) sur lesquels ils se disaient « prêts à faire des efforts pour contribuer au redressement de la France ».

Une certaine prudence reste cependant de mise dans l'interprétation de ces résultats : en période de crise, toutes les solutions pouvant améliorer l'emploi ou le pouvoir d'achat connaissent un regain de popularité. Mais les tenants et aboutissants du débat ne paraissant pas bien perçus, le terrain peut sur certains points se retourner. Le cas échéant, des mesures plus précises ou des options mériteraient d'être testées.

1. Une confiance qui reste faible.

- ✓ **Les actions du gouvernement et leur cohérence ne sont toujours pas vues.**

Paradoxe : 58% des Français disent adhérer à « une politique de soutien aux entreprises pour favoriser l'emploi et de réduction des déficits publics, tout en favorisant le pouvoir d'achat des plus modestes », (dont 56% à gauche, 57% à droite, et 53% au FN)...

... mais seulement 35% des Français (soit un différentiel de plus de 20 points) disent « approuver les orientations économiques du gouvernement » - dont 39% à gauche (avec de forts clivages : 62% des sympathisants PS, mais 24% des EELV et 19% des Front de gauche) et 35% à droite.

L'action et la cohérence du gouvernement n'est donc pas comprise, et la clarification du remaniement ne suffira sans doute pas à faire bouger les lignes : pour 75% des Français, le remaniement « ne change rien » à la manière dont ils perçoivent la ligne économique du gouvernement. L'explication reste à faire.

✓ **Conséquence : les Français ne croient toujours pas aux résultats.**

S'ils approuvent théoriquement la ligne, ils ne croient pas en l'action du gouvernement : 75% des Français disent ainsi ne pas « faire confiance au nouveau gouvernement pour relancer l'économie » (contre 24% si). Même parmi les sympathisants PS, la confiance n'est que de 52%.

✓ **M. Valls continue à tirer le gouvernement. La confiance en sa personne pour sortir la France de la crise économique** (et non la confiance dans le nouveau gouvernement) **passse à 40%**. Elle atteint 64% au PS, 59% au Modem, et toujours 29 et 28% à l'UMP et au FN - qui ne se sont pas encore radicalisés contre lui.

La confiance en **N. Sarkozy** pour sortir de la crise est au même niveau (40%), atteignant 76% à l'UMP et 52% au FN (où, contrairement aux questions d'immigration, il garde une image correcte sur les questions économiques). **A. Juppé arrive en tête du classement** (50%) avec une assise importante à gauche (48% au PS).

A noter que 27% des Français disent « faire confiance à **M. Le Pen** pour sortir la France de la crise », score relativement élevé pour une question qui teste en partie la crédibilité des solutions. La confiance est très concentrée sur les sympathisants FN (90%) mais atteint 28% des sympathisants UMP, signe de la crédibilité de M. Le Pen pour une frange non-négligeable de cet électorat.

Le PR recueille pour sa part 16% de confiance, dont 42% au PS.